

statut d'observateur permanent comme un jalon sur la route qui mène à l'admission comme membre à part entière de l'Organisation et je ne vous empêcherai pas de le faire, mais je ne peux pas prédire la ligne de conduite que le Gouvernement canadien suivra dans l'avenir à ce sujet. Celle-ci dépendra beaucoup de la façon dont les membres de l'Organisation et le Canada voudront garantir leurs intérêts propres. Il est certain, d'après les entretiens que j'ai eus avec divers gouvernements d'Amérique latine, que le resserrement des liens interaméricains n'est pas subordonné à notre participation pleine et entière aux activités de l'Organisation.

La révision de la politique étrangère dont j'ai parlé plus tôt révélait que le problème prioritaire du Canada est celui de "mener une vie distincte, mais en harmonie avec l'État le plus puissant du monde". Ce problème, je sais que nos amis d'Amérique latine le connaissent bien et qu'il en est de même de la plupart des pays du monde à des degrés divers. Et c'est ici que je dois m'engager sur un terrain assez mouvant, où les appuis qui nous servaient si bien autrefois semblent se dérober tout à coup, et où les jalons nous paraissent moins fixes.

L'annonce du Plan Nixon et, plus particulièrement, les mesures économiques prises le mois dernier par les États-Unis remettent sérieusement et cruellement en question certaines de nos suppositions et nous conduisent à nous demander quelle est notre place dans l'ensemble des nations industrielles et commerciales.

L'économie du Canada et celle des États-Unis dépendent l'une de l'autre à un point tel qu'on n'en trouve d'équivalent nulle part ailleurs dans le monde, et à un degré dont on n'a pas toujours conscience de part et d'autre de la frontière. Les États-Unis achètent 68 p. 100 des exportations du Canada et nous fournissent 75 p. 100 de nos importations. Ces dernières constituent 25 p. 100 des exportations totales des États-Unis. Certains éléments de notre production industrielle sont parfaitement intégrés, par exemple les machines agricoles, les automobiles et la production de défense. Environ la moitié de l'industrie canadienne de fabrication se trouve sous le contrôle de sociétés multinationales dont le siège est aux États-Unis et, dans le cas de l'industrie pétrochimique, la proportion s'élève à plus de 90 p. 100.

Les États-Unis dépendent du Canada dans la mesure où ils y trouvent une source sérieuse et sûre de produits essentiels comme le pétrole et le gaz, les produits forestiers et les minerais. Il est indispensable au bon fonctionnement de l'économie américaine que la circulation de ces matières premières ne soit pas interrompue. Bien que de portée internationale, le commerce d'exportation du Canada se concentre fortement sur les États-Unis et ceux-ci ont grandement besoin des produits manufacturés du Canada. Il en résulte une véritable interdépendance, mais c'est une interdépendance entre puissances dont les ordres de grandeur sont différents. Toute mesure américaine qui porte atteinte à l'économie canadienne se répercute défavorablement aussi sur l'économie des États-Unis et l'inverse est vrai également. De même, en raison de la différence d'ordre de grandeur des économies des deux pays, les initiatives des États-Unis ont des répercussions beaucoup plus lointaines que ne pourraient en avoir celles du Canada.